



SYNDICAT MIXTE DU POLE HIPPIQUE DE SAINT-LÔ

DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL DU 20 DECEMBRE 2018

n°42-2018

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE DE FOURNITURE D'ELECTRICITE

Le Comité du Syndicat Mixte Pôle Hippique (SMPH) s'est réuni **JEUDI 20 DECEMBRE 2018 à 14h30 à SAINT-LO** au pôle hippique (salle de la Madeleine) sur convocation du 13 décembre 2018.

La séance est présidée, par M. André DENOT, Président.

Selon l'article 10 des statuts, le comité syndical ne peut délibérer valablement que si au moins un délégué de chacune des collectivités est présent.

ETAIENT PRÉSENTS :

Titulaires

M. André DENOT	Conseiller départemental, Président du SMPH
Mme Malika CHERRIERE	Conseillère régionale 1 ^{ère} vice-présidente du SMPH
M. Loïc RENIMEL	Conseiller communautaire – Saint-Lô Agglo 2 ^{ème} vice-président du SMPH
M. Jean-Claude BRAUD	Conseiller départemental 4 ^{ème} vice-président du SMPH
Mme Florence MAZIER	Conseillère régionale
Mme Marie-Laure OSMOND-RENIMEL	Conseillère municipale – Ville de Saint-Lô

Suppléante

Mme Catherine SAUCET	Conseillère municipale – Ville de Saint-Lô
----------------------	--

ETAIENT EXCUSES :

Titulaires

M. Jean-Manuel COUSIN (pouvoir à Mme Florence MAZIER)	Conseiller régional
M. Gilles QUINQUENEL (pouvoir à M. Loïc RENIMEL)	Président de Saint-Lô Agglo
M. François BRIERE	Maire de Saint-Lô 3 ^{ème} vice-président du SMPH
M. Mathieu JOHANN-LEPRESLE	Conseiller départemental

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport du Président ;

Vu la proposition du Département de la Manche, en 2014, à ses différents partenaires de mutualiser les achats d'énergies dont il assure la coordination du groupement de commande pour le fioul, le gaz naturel ;

Vu l'échéance à fin 2019 de ce premier groupement de commande ;

Vu la proposition d'un nouveau groupement de commande incluant le SDEM pour la fourniture d'électricité, sous forme permanente ;

Après en avoir délibéré,

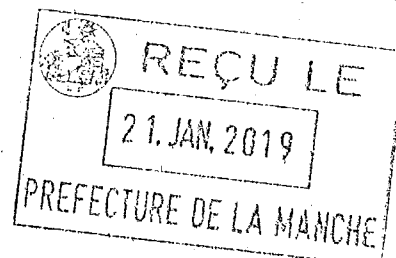
LE COMITÉ DU SYNDICAT MIXTE DU POLE HIPPIQUE DE SAINT-LO, à l'unanimité des membres présents,

- **Décide** de souscrire au groupement de commande de fourniture d'électricité
- **Autorise** le Président à signer la convention constitutive de groupement de commande pour la fourniture d'électricité ci-jointe entre le Département de la Manche, le Syndicat Départemental d'Energies de la Manche (SDEM) et le Syndicat Mixte du Pôle Hippique (SMPH).

Pour extrait conforme,

Le Président du Syndicat Mixte,

André DENOT





ELECTRICITÉ



ÉCLAIRAGE PUBLIC



BORNES DE RECHARGE



ECONOMIES D'ÉNERGIES



CONTRÔLE



GROUPEMENTS D'ACHATS



**Convention
constitutive**

*Groupement de commandes
pour la fourniture d'électricité
et services associés*

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et notamment son article 28 ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU les statuts du SDEM50 approuvés, dans leur dernière version, par arrêté préfectoral du 21 décembre 2017, et notamment l'article 4 disposant que pour la mise en œuvre de procédures d'achats groupés d'énergie, le SDEM50 peut être habilité en tant que coordonnateur ;

VU la délibération n°2018-CS-65 du comité syndical du SDEM50 en date du 11 octobre 2018 autorisant Mme la Présidente à signer la convention constitutive de groupement de commandes avec chaque membre du groupement ;

CONSIDERANT que le Syndicat Départemental d'Energies de la Manche (SDEM50) a constitué un groupement de commandes d'achat d'électricité et de services associés afin de permettre aux acheteurs soumis aux dispositions précitées de se mettre en conformité avec la loi, tout en optimisant la procédure de mise en concurrence.

PREAMBULE

La loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant sur l'organisation du marché de l'électricité, dite loi NOME et la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014, relative à la consommation, ont mis fin aux tarifs réglementés d'électricité à compter du 1er janvier 2016 pour les bâtiments dont la puissance électrique souscrite dépasse 36 kVA (ex-tarifs jaunes et verts).

La suppression de ces tarifs réglementés concerne toutes les personnes publiques et tous les organismes publics ou privés, pour la quasi-totalité de leurs bâtiments et installations.

Pour les acheteurs publics, la mise en concurrence est donc devenu obligatoire pour tous les sites correspondant au seuil ci-dessus rappelé et impose de recourir aux procédures de marchés publics afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappellent les articles L.331-4 et L.441-5 du Code de l'énergie.

Pour faciliter les démarches de ses adhérents et des autres acheteurs publics ou acheteurs exerçant des missions d'intérêt général, le SDEM50 a constitué un groupement de commandes pour l'achat d'électricité sur le territoire départemental.

Le syndicat souhaite ainsi tirer parti de la mutualisation des besoins du territoire pour faire bénéficier les membres du groupement des meilleures opportunités de prix tout en leur assurant une qualité optimale des services associés.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} – Objet de la convention constitutive de groupement

La présente convention constitutive de groupement a pour objet de constituer un groupement de commandes permanent (désigné ci-après « le groupement ») sur le fondement des dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et de définir les modalités de fonctionnement du groupement.

Le groupement constitué vise à répondre aux besoins énergétiques récurrents des membres dans le domaine de la fourniture et l'acheminement d'électricité et de l'ensemble des services associés.

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins constitueront des marchés publics ou des accords-cadres au sens de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Article 2. – Membres du groupement

2.1 Composition

Le groupement de commandes est ouvert à tout acheteur public : les collectivités territoriales, leurs groupements ainsi que les établissements publics.

2.2 Engagements des membres

Les membres du groupement sont chargés :

- De communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins quantitatifs, en vue de la passation des marchés et accords-cadres par la remise d'une fiche de recensement ;
- D'assurer la bonne exécution des marchés portant sur l'intégralité de ces besoins, éventuellement ajustés en cours d'exécution ;
- D'informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution de ses marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents. Le règlement des litiges relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement.

Les membres autorisent le coordonnateur :

- A accéder aux informations relatives aux points de livraison sur l'espace client mis à la disposition par les fournisseurs pour le suivi de l'exécution de leurs contrats de fourniture ;
- A utiliser les données techniques recensées sur leurs espaces clients pour la réalisation d'études, avis et rapports en lien avec les compétences statutaires du coordonnateur.

2.3 Recensement des besoins

Les membres s'engagent à communiquer avec précision leurs besoins au coordonnateur et, en particulier, à veiller à la bonne définition des points de livraison devant relever des accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

A ce titre, lors de la préparation des documents de consultation, le coordonnateur, s'il dispose de l'information, pourra notifier aux membres une liste des points de livraison envisagés en vue d'être inclus aux accords-cadres et/ou marchés à venir.

A défaut de réponse écrite des membres dans un délai fixé par le coordonnateur, les points de livraison ainsi définis seront inclus par le coordonnateur à l'accord-cadre et/ou marché.

Une fois inclus aux marchés et accords-cadres passés dans le cadre du groupement, et pendant toute la durée de validité de ceux-ci, les points de livraison ne pourront plus donner lieu à la conclusion de nouveaux marchés ou accords-cadres qui seraient directement passés par des membres en dehors du présent groupement et ayant ainsi pour objet, même non exclusif, la fourniture d'électricité.

Cependant, les points de livraison répertoriés au moment de l'avis d'appel public à la concurrence mais pour lesquels des contrats en cours ne sont pas échus, pourront bénéficier des conditions du groupement à la date d'échéance du contrat en cours. Il en est de même pour les sites qui ne sont pas encore raccordés mais dont le branchement est prévu durant la période du contrat.

Article 3 - Coordonnateur du groupement

3.1 Désignation

Le Syndicat Départemental d'Energies de la Manche (SDEM50) est désigné coordonnateur du groupement par l'ensemble des membres, et ce pour toute la durée d'exécution de la présente convention.

Il est chargé à ce titre de procéder, dans le respect des règles relatives aux marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins des membres dans les domaines visés à l'article 1.

De façon générale, le coordonnateur s'engage à ce que les marchés et accords-cadres conclus dans le cadre du groupement répondent au mieux aux objectifs des membres en matière de commande publique, en favorisant notamment la réalisation d'économies d'échelle pour ce qui concerne l'achat d'électricité.

3.2 Missions de base du coordonnateur

Le coordonnateur est ainsi chargé :

- De collecter et centraliser les besoins en concertation avec les membres.

A cette fin, le coordonnateur est habilité par les membres à solliciter, en tant que de besoin, auprès du gestionnaire de réseau et des fournisseurs d'énergie, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraisons, tout au long de la durée de la présente convention. A ce titre, le coordonnateur habilitera un de ses agents pour recevoir et traiter ces données.

- De définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultations et de procéder notamment, à ce titre, au choix du type de contrat et du type de procédure appropriés.
- D'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres.

- D'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants. En cas d'abandon de la procédure pour cause d'infructuosité, le coordonnateur est chargé de relancer une procédure dans les conditions fixées par le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
- De signer et notifier les marchés et accords-cadres.
- De préparer et conclure, en matière d'accord-cadre, les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre.
- De transmettre les marchés et accords-cadres aux autorités de contrôle.
- De transmettre les marchés et accords-cadres aux membres pour exécution.
- De préparer et conclure les avenants des marchés et accords-cadres passés dans le cadre du groupement.
- De gérer le pré-contentieux et le contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges formés à titre individuel par un membre du groupement. Les frais de justice résultant de la passation des accords-cadres et marchés sont de la responsabilité du coordonnateur.
- De transmettre aux membres du groupement les informations nécessaires à l'exécution des marchés en ce qui les concerne. Dans le cadre des marchés de fourniture d'électricité, il transmet en tant que de besoin, les nouveaux prix de règlement résultant de l'application des clauses de détermination du prix de fourniture et certifie la validité des modalités de leur calcul.
- De tenir à la disposition des membres les informations relatives à l'activité du groupement.

3.3 Capacité à ester en justice

Le représentant du coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

Chaque membre est toutefois libre de défendre personnellement ses intérêts.

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la juridiction compétente.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

3.4 Assistance des membres du groupement

En complément de sa mission de base, le coordonnateur apporte à chacun des membres du groupement des services qui facilitent et optimisent la gestion quotidienne de la fourniture d'Electricité.

En pratique, il s'agit de :

- Assister les membres du groupement dans la définition de leurs besoins.
A cet effet, le coordonnateur est habilité par les membres à solliciter, si besoin, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison auprès du gestionnaire du réseau de distribution et des fournisseurs ;
- Organiser des réunions d'échanges et de restitution entre les membres du groupement ;
- Intégrer dans le cadre des futurs marchés, les demandes particulières qu'un ou plusieurs membres du groupement de commandes pourraient être amenés à formuler
- Faciliter la gestion des litiges ou difficultés rencontrés par un des membres du groupement avec le titulaire du marché

Article 4. - La Commission d'Appel d'Offres (CAO)

Conformément aux dispositions de l'article L 1414-3 du code général des collectivités territoriales, la commission d'appel d'offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres est celle du coordonnateur.

Des membres représentant un domaine d'activité particulier pourront participer à titre consultatif à la CAO. Ces membres à voix consultative sont désignés par le coordonnateur.

Article 5. - Modalités d'adhésion et de retrait du groupement

5.1 Adhésion

Le groupement est ouvert à toutes personnes morales publiques.

Chaque membre adhère au groupement par une décision selon ses règles propres.

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment.

Toutefois, l'engagement de celui-ci dans le groupement n'est effectif que pour les marchés subséquents dont l'avis public à concurrence a été envoyé postérieurement à la date de réception, par le coordonnateur, de la décision d'adhérer au groupement de commandes.

5.2 Retrait

Le présent groupement est institué à titre permanent, mais chaque membre est libre de se retirer du groupement.

Ce retrait est soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante du membre concerné, dans les conditions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés subséquents en cours.

Article 6. – Frais de fonctionnement

Le coordonnateur n'est pas indemnisé par les membres des charges correspondant à ses fonctions.

Le coordonnateur prend en charge les frais liés aux procédures de passation des contrats.

7

Article 7. – Modifications de la convention

Les éventuelles modifications de la convention doivent être approuvées dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement, dont les décisions sont notifiées au coordonnateur.

La modification prend effet lorsque l'ensemble des membres a approuvé les modifications.

Article 8. – Durée du groupement

L'achat d'électricité étant un besoin récurrent, le groupement est qualifié de « permanent ».

La présente convention prend effet à sa signature par le coordonnateur du groupement.

Article 9. – Résiliation de la convention

Le présent acte est résilié de plein droit en cas de disparition du besoin du membre du groupement.

Article 9. – Litiges

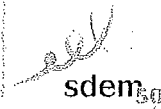
Les Parties s'engagent à rechercher un accord amiable sur tout litige découlant de l'exécution de la présente convention ou en relation avec celle-ci, préalablement à l'introduction de toute action judiciaire.

En l'absence d'accord possible, le différend sera soumis au Tribunal administratif de Caen.

Fait à _____, le _____

En deux exemplaires originaux

<p>Pour le Membre :</p> <p>.....</p>	<p>Pour le SDEM50</p>
--------------------------------------	-----------------------



<p>Signataire :</p> <p>.....</p>	<p>La Présidente du Syndicat Départemental d'Energies de la Manche,</p> <p><i>Nadège BESNIER</i></p>
<p><i>Cachet & Signature :</i></p>	

